

Honduras : l'armée a empêché l'atterrissage du président destitué

07-07-2009

Au huitième jour du putsch constitutionnel, le peuple du Honduras s'est mobilisé en masse pour accueillir le président destitué par le secteur réactionnaire de l'oligarchie. L'armée a bloqué la piste d'atterrissage empêchant ainsi l'avion de se poser à l'aéroport de Tegucigalpa. Armée qui, depuis la piste qu'elle occupait, n'a pas hésité à ouvrir le feu sur les manifestants situés à bonne distance. Bilan : deux morts, des dizaines de blessés.

Au niveau institutionnel / diplomatique

L'OEA, lors de sa session plénière à Washington, a décidé de suspendre le Honduras de ses rangs. Mais pas de rompre les relations diplomatiques comme ont demandé les Etats membres de l'ALBA (alliance bolivarienne). Le secrétaire général de l'organisation a été mandaté de prendre les initiatives visant à réinstaller Manuel Zelaya au pouvoir en précisant qu'aucune de ces initiatives ne devra impliquer une reconnaissance du régime issu de l'interruption de l'ordre constitutionnel".

Par contre, l'unanimité s'arrête là. La décision du président déchu Manuel Zelaya de retourner dans son pays a été critiquée par plusieurs Etats, notamment le Canada, le Pérou, la Colombie, déclarant que le contexte n'était pas favorable et que cela comportait trop de risque.

Le gouvernement de facto a déclaré que l'atterrissage de l'avion transportant Zelaya n'est pas autorisé, que le président serait arrêté. L'aéroport a été fermé et tous les vols nationaux et internationaux sont suspendus. Les vols sont dérivés vers San Salvador.

Les forces armées ont été déployées sur les pistes et les installations.

Les francs tireurs présents également dans le périmètre de l'aéroport seraient des membres de l'unité spéciale Cobra de la police destinée à intervenir lors de prise d'otages.

La marche vers l'aéroport

De leur côté les manifestants ont entrepris leur seconde marche vers l'aéroport.

Ils sont dizaines de milliers, certains venus de zones rurales éloignées de la capitale. On compte de nombreux représentants de mouvements amérindiens.

L'arrivée de l'avion présidentiel est prévu aux alentours de 15 h (heure locale, + 8 en France). Finalement, dans l'avion de Zelaya ne voyagera qu'avec Miguel d'Escoto, président de l'assemblée générale des Nations Unies. Une seconde délégation, composée par le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza et de 3 chefs de gouvernements, ceux du Paraguay, de l'Argentine et de l'Equateur prendra un autre avion depuis Washington en direction du Salvador.

11 h (19 h)

Les manifestants ont parcouru la moitié du chemin (5 km) pour l'aéroport quand ils apprennent qu'à un kilomètre de là, la police avec ses petits blindés leur barre le passage.

Un correspondant de Telesur annonce que le dispositif policier et militaire s'est considérablement allégé autour de l'aéroport.

13h30 (21h30)

La manifestation, gigantesque, parvient à un barrage policier. Au bout de quelques minutes, un dirigeant des mouvements sociaux organisés prend la parole et donne l'indication suivante : nous continuons à avancer, pas à pas, et atteindre notre objectif : l'aéroport. Les cordons policiers cèdent. Reculent. Une fois de plus, la force du nombre et la détermination tranquille des manifestants ont eu raison des mesures policière. Pasito a pasito, la police recule et la marche peut continuer vers son objectif. Pour les témoins, il y a encore plus de monde que lors de la marche d'hier samedi.

L'état d'esprit des manifestants, tel qu'ils expriment dans les quelques interviews diffusées peut se résumer ainsi, face au déploiement des forces répressives : « Nous sommes le peuple, et le peuple commande. La police et l'armée n'ont rien à faire contre nous. Nous sommes pacifiques, nous venons simplement accueillir le président élu et le remettre à sa place. Et rien ni personne ne pourra nous en empêcher ».

Entre temps le dispositif policier et militaire s'est renforcé autour de l'aéroport. Le long des pistes, des soldats sont déployés.

Pendant ce temps

D'après Radio Globo, le camp putchiste serait en train de s'effriter. Un certain nombre de patrons et d'industriels réunis à Tegucigalpa, qui avaient dans un premier temps approuvé et appuyé le coup d'Etat, auraient demandé une « solution négociée » qui pourrait inclure le retour de Manuel Zelaya au pouvoir. Cette position serait la conséquence de l'isolement politique et économique dans lequel se trouve le pays maintenant, ainsi que les risques d'instabilité sociale que la crise politique encourage.

Une première fissure ?

En tout cas, Roberto Micheletti, le nouveau « président de facto », lors d'une conférence de presse s'est déclaré prêt à entamer un dialogue de « bonne foi » entre son gouvernement et l'OEA ; mais en continuant de justifier la caractère légal du putsch et en assurant qu'il y avait des mouvements de troupes nicaraguayennes à la frontière ; ce qui a été immédiatement démenti par les autorités de ce pays.

Retour sur l'aéroport

15 h (23 h)

La manifestation arrive à l'aéroport. C'est une vraie marée humaine. Des dizaines de milliers de personnes, impossible de savoir. Les images diffusées par Telesur ne laissent aucun doute sur l'amplitude de la mobilisation.

Après un arrêt d'une bonne demi-heure, le barrage tenu par les militaires cède. Ils s'en vont. C'est fini. La place est libre.

La foule est en train d'encercler l'aéroport. L'endroit le plus militarisé du pays est en passe de passer aux mains des milliers de manifestants. Les soldats ont disparu. Il reste de hommes en armes dans l'aérogare, mais les extérieurs sont libérés.

C'est sans doute là que les putchistes ont cessé de diriger le pays.

16 h (minuit)

Alors que l'avion présidentiel s'approche de l'espace aérien hondurien, alors que les unités de l'armée déployées autour de l'aéroport, sur la route où se trouvent les manifestants, se replient, une unité militaire positionnée sur la piste d'atterrissage ouvre le feu sur les manifestants situés à une cinquantaine de mètres. On compte rapidement 2 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Il s'agirait d'unités spéciales de l'armée. Un commissaire de la police nationale a déclaré que seule l'armée était responsable de cette tuerie.

17 h (1 h)

L'avion du président survole l'aéroport. Les pistes sont occupées par des véhicules militaires. L'atterrissage est impossible. De plus, depuis la tour de contrôle, le pilote de l'avion est menacé d'être pourchassé par la force aérienne de l'armée hondurienne. L'avion présidentiel s'éloigne et se dirige vers le Nicaragua voisin.

18 h

Les manifestants commencent à se retirer à cause du couvre-feu qui a été avancé à partir de 18h30.

L'avion de Zelaya a poursuivi sa route jusqu'au Nicaragua et a atterri à Managua.

Le président Zelaya fait savoir qu'il entre en contact avec la délégation arrivée à San Salvador.

De leur côté, les divers porte-parole des mouvements sociaux appellent au retour des manifestants vers la capitale et avertissent que demain, dès 8 heures du matin, ils redescendront dans la rue pour poursuivre la lutte.

Les putchistes et l'armée hondurienne ont réussi à empêcher l'atterrissage de l'avion du président élu. Ils n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur des manifestants désarmés, sous le « regard » des moyens d'information internationaux. Pas sûr que cette victoire soit assez solide pour consolider un pouvoir qui peut encore contrôler la piste d'un aéroport, mais sans doute pas l'ensemble du pays qui s'est soulevé contre lui.

La crise politique est loin d'être résolue. Et le peuple du Honduras n'a pas dit son dernier mot.

Le 5 juillet. OCL